

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro  
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 19/11/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/10/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**HENKEL France Opérations SAS**

299 RUE PIERRE MORIN  
BP 438  
69400 Villefranche-Sur-Saône

Références : UD-R - TESSP - 25 - 359 - CID  
Code AIOT : 0006103547

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/10/2025 dans l'établissement HENKEL France Opérations SAS implanté 299 Rue Grange Morin ZI NORD 69400 Arnas. L'inspection a été annoncée le 30/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite a été organisée dans le cadre de l'instruction du dossier de réexamen du site, déclenché par la publication des conclusions sur les MTD du BREF WGC (*Systèmes communs de gestion et de traitement des gaz résiduels dans le secteur chimique*) en décembre 2022.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HENKEL France Opérations SAS
- 299 Rue Grange Morin ZI NORD 69400 Arnas

- Code AIOT : 0006103547
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site HENKEL situé à Arnas (69) est spécialisé dans la fabrication et la commercialisation de colles et de mastics à usage industriel. L'atelier PU (fabrication de polyuréthane) du site fabrique notamment des colles destinées à l'industrie automobile.

En exploitation depuis 1972, le site est soumis à autorisation pour 2 rubriques :

- 2661-1.a. transformation de polymères,
- 3410-h. fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de matières plastiques (polyuréthane).

À ce titre, l'installation relève du champ d'application de la directive IED et se compare aux BREF suivants :

- Polymères (POL),
- Traitement et gestion des eaux et des gaz résiduels (CWW),
- Gestion et traitement des gaz résiduaires dans le secteur chimique (WGC).

L'exploitation du site est encadrée par l'arrêté préfectoral du 27 avril 2009, complété par l'arrêté préfectoral n° DDPP-DREAL 2022-231 fixant des prescriptions complémentaires.

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- IED-MTD

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	IED - Divers	Code de l'environnement du 09/05/2017, article R515-71	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	IED - Périmètre IED	Code de l'environnement du 25/04/2017, article R515-58	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
3	IED - Inventaire des flux	Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article Annexe I - 2.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	IED - Respect des VLE	Code de l'environnement du 05/05/2013, article R515-67	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
5	IED - Plan de gestion des solvants	Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article Annexe I - 3.2.3.3.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
6	IED - Complétude du rapport de base	Code de l'environnement du 26/01/2017, article L. 515-30	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés sur le site HENKEL d'Arnas mettent en évidence plusieurs points d'amélioration. L'exploitant devra principalement actualiser son plan de gestion des solvants (PGS) et corriger sa saisie dans GEREPE. Par ailleurs, l'exploitant devra repositionner le rapport de base et le dossier de réexamen sur le même périmètre IED, compléter l'inventaire des flux (MTD 2) et réaliser des mesures sur les COV CMR de catégorie 2.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : IED - Divers

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 09/05/2017, article R515-71
<b>Thème(s) :</b> Autre, IED - Divers
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Article R515-71 :</u> III. - Sauf si un arrêté ministériel a fixé les conditions d'une transmission par voie électronique, le dossier de réexamen est remis en trois exemplaires. Lorsque le dossier de réexamen est soumis à consultation du public en application de l'article L. 515-29, l'exploitant fournit le nombre d'exemplaires de ce dossier nécessaires à l'organisation de cette consultation. Ce dossier comporte un résumé non technique. L'exploitant joint également une version du dossier de réexamen au format électronique.
<b>Constats :</b>  L'Inspection constate ne pas avoir reçu, malgré une demande formulée lors de la visite, la version dématérialisée des documents suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• la version 2 de mars 2025 du dossier de réexamen ;</li><li>• les versions 1, de janvier 2023 et 2, de septembre 2025 du rapport de base.</li></ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet par voie électronique à l'Inspection, sous 1 mois, la version 2 (mars 2025) du dossier de réexamen et les versions 1 (janvier 2023) et 2 (septembre 2025) du rapport de base.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 2 : IED - Périmètre IED

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 25/04/2017, article R515-58
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, IED - Périmètre IED
<b>Prescription contrôlée :</b>

[...] les dispositions de la présente section sont applicables aux installations relevant des rubriques 3000 à 3999 dans la colonne A du tableau annexé à l'article R. 511-9 constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ainsi qu'aux installations ou équipements s'y rapportant directement, exploités sur le même site, liés techniquement à ces installations et susceptibles d'avoir des incidences sur les émissions et la pollution.

#### Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a présenté à l'Inspection les différents lieux de stockage, de production et les utilitaires liés au process. L'Inspection s'interroge sur le périmètre IED défini dans le dossier de réexamen (DDR) et le rapport de base transmis le 1er avril 2025, lequel pourrait être étendu à l'ensemble des locaux énumérés ci-après, en raison de leurs liens techniques et fonctionnels avec l'activité principale et de leur potentiel impact sur les émissions ou la pollution :

**Atelier PU :** Activité IED principale et stockage des packagings

**Abri à proximité de l'atelier PU :** stockage des eaux sales, issues notamment du nettoyage des sols de l'atelier PU

**Silo à l'extérieur de l'atelier PU :** stockage de matières premières (carbonate de calcium)

**Cuve polyols à l'extérieur de l'atelier PU :** stockage de matières premières (1-3 butadiène)

**Magasin M2 :**

- stockage de matières premières (Isocyanate, carbon black, malonate de diéthyle, 3-(2,3-époxypropoxy)propyl]triméthoxysilane, plastifiant)
- produits finis
- déchets isocyanate et isomix

**Magasin M1 et M3 :** stockage des petits sacs (ex : carbon black) utilisés dans le process PU

**Magasin M5 :** stockage du packaging

**Magasin M7 :** stockage de palettes

**Laboratoire PU :** utilisation d'isomix pour la réalisation de tests sur les produits finis

#### Stockages extérieurs :

- En bordure des voies ferrées (Nord-Ouest du site) : stockage de fûts vides
- Au Sud du magasin M2 : déchets d'emballages (sacs en carton et papiers)

#### Réseaux et utilités :

- **Eaux usées :** présence d'au moins une canalisation reliant l'atelier PU au reste du site ; celle-ci n'a pas pu être identifiée visuellement lors de la visite. L'exploitant a toutefois présenté un plan dématérialisé et à jour des réseaux d'eau.
- **Électricité :** distribution en souterrain.
- **Chaudière alimentant l'atelier PU :** à préciser si elle sert uniquement au chauffage des locaux ou également au process.

L'Inspection considère que l'exploitant doit inclure ces locaux dans le périmètre IED défini dans le dossier de réexamen (DDR) et le rapport de base ou, le cas échéant, justifier leur non-inclusion dans ce périmètre.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>L'exploitant transmet, sous <b>trois mois</b>, un dossier de réexamen complété comportant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la mise à jour du périmètre IED proposé ou, le cas échéant, la justification de la non-inclusion des locaux mentionnés ci-dessus ;</li> <li>le plan des réseaux à jour.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : IED - Inventaire des flux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article Annexe I - 2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, IED - Inventaire des flux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit, tient à jour et révisé régulièrement (notamment à la suite d'une transformation majeure), un inventaire des émissions atmosphériques canalisées et diffuses ainsi que des flux d'effluents aqueux, dans le cadre du système de management environnemental (voir le 2.1), présentant les caractéristiques suivantes :</p> <p>i. Des informations sur le ou les procédés de production chimique, y compris : [...]</p> <p>b. Des schémas simplifiés de circulation des flux du procédé, montrant l'origine des émissions ; [...]</p> <p>ii. Des informations sur les émissions atmosphériques canalisées, notamment :</p> <p>a. Le ou les points d'émission ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a joint à son dossier de réexamen en annexe 8.4., le "Listing des composés CMR mis en oeuvre à l'atelier PU". Cet inventaire, exigé au 2.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 4 novembre 2024, ne satisfait pas aux exigences de la MTD 2 du BREF WGC. De plus, les substances de cette liste ne sont pas clairement identifiables puisqu'elles sont répertoriées par leurs <b>noms commerciaux</b>.</p> <p>L'exploitant doit par ailleurs préciser les caractéristiques de ses émissions selon les différents points du 2.2. de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 4 novembre 2024. Le niveau de détail et le degré de formalisation de l'inventaire restent en rapport avec la nature, la taille et la complexité de l'installation, ainsi qu'avec ses diverses incidences environnementales possibles.</p> <p>Pour rappel, l'exploitant doit lister l'ensemble des substances utilisées (présentes, synthétisées, produites) dans l'établissement et également toutes les substances autres que celles utilisées dans l'établissement, c'est-à-dire les substances introduites de manière non intentionnelle, générées par les procédés (sous-produits de réaction) ou issues de la dégradation d'autres composés. L'exploitant détermine ensuite les polluants principaux et polluants spécifiques de son inventaire.</p>

L'Inspection recommande d'utiliser le projet de guide relatif à "l'Inventaire des flux et des substances pertinentes dans les effluents aqueux et gazeux" qu'elle a transmis par courriel, pour compléter et formaliser cet inventaire.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet, <b>sous trois mois</b> , une mise à jour de son dossier de réexamen incluant l'inventaire des flux requis au point 2.2. de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 4 novembre 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : IED - Respect des VLE

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 05/05/2013, article R515-67
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les valeurs limites d'émission mentionnées à l'article R. 515-66 n'excèdent pas, dans des conditions normales d'exploitation, les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles décrites dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles applicables mentionnées au I de l'article R. 515-62.
<b>Constats :</b>  Dans son dossier de réexamen, l'exploitant ne se positionne pas sur la présence de CMR dans ses poussières. Lors de la visite, il déclare à l'Inspection qu'il n'y a pas de CMR dans ses poussières.  Le règlement CLP (Règlement Européen CE n° 1272/2008, Classification, Labelling and Packaging) introduit des catégories de dangers qui définissent le niveau de preuve de l'effet CMR observé : Ainsi, deux catégories (1 et 2) sont définies : la catégorie 1 et la catégorie 2. La catégorie 1 est elle-même divisée en 2 sous catégories (1A et 1B). Or, le rapport sur les rejets atmosphériques fourni par l'exploitant en annexe 8.5. de son dossier de réexamen mesure les "COV à phrases de risques H341, H351" ce qui ne correspond pas à l'ensemble des COV CMR de catégorie 2. De plus, l'exploitant indique utiliser dans l'atelier PU, à l'annexe 8.4., un COV à phrase de risques H361f et un autre COV à phrase de risques H361d. Ces composés sont bien des CMR de catégorie 2, qui ne semblent donc pas avoir été mesurés.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet, <b>sous trois mois</b> , une mise à jour de son dossier de réexamen comportant : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Une mesure de l'ensemble des composés CMR de catégorie 2 ou, le cas échéant, une justification expliquant l'absence de mesures des COV à phrases de risques H361f ou H 361d ;</li> </ul>

- Un positionnement vis à vis de la présence de CMR dans ses poussières, conformément à la MTD 14.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 5 : IED - Plan de gestion des solvants

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article Annexe I - 3.2.3.3.

**Thème(s) :** Risques chroniques, IED - Plan de gestion des solvants

##### **Prescription contrôlée :**

Annexe I - 3.2.3.3. de l'arrêté ministériel du 4 novembre 2024 :

L'exploitant surveille les émissions diffuses de COV résultant de l'utilisation de solvants organiques en établissant, au moins une fois par an, un plan de gestion des solvants organiques entrés dans l'unité et sortis de celle-ci, comme défini à la partie 7 de l'annexe VII à la directive 2010/75/UE (plan de gestion de solvants organiques)

Article 28-1 de l'arrêté du 2 février 1998 :

Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.

##### **Constats :**

L'exploitant transmet chaque année à l'Inspection son plan de gestion des solvants (PGS) via l'outil de télédéclaration annuelle des émissions polluantes GEREP.

Cependant, l'Inspection a constaté avant la visite que l'exploitant ne remplissait pas correctement les champs du logiciel, se contentant de joindre le fichier PDF sans renseigner les rubriques de saisie. Cette pratique conduit à un affichage erroné de 0 kg/an de COVNM émis, alors que, selon le document transmis, les émissions s'élèveraient à **262 778 kg/an**, dont **259 661 kg/an d'émissions diffuses**.

Lors de la visite, l'Inspection a rappelé :

1. La nécessité absolue de saisir correctement les données dans GEREP, afin d'assurer la remontée effective et fiable des informations.
2. Que les valeurs d'émissions déclarées sont particulièrement élevées. Si elles étaient confirmées, le site pourrait être classé priorité nationale "air". L'exploitant a précisé que le calcul est très conservateur, intégrant l'ensemble des solvants et plastifiants sans distinction dans leur composition. L'Inspection rappelle qu'un PGS vise à évaluer les émissions totales (canalisées et diffuses) de composés organiques volatils (COV), et non la totalité des solvants manipulés.
3. Que, selon son PGS, l'exploitant déclare une proportion très importante d'émissions diffuses. Or, la MTD 23 du BREF WGC, ainsi que la doctrine issue de l'arrêté ministériel du



2 février 1998, enjoignent les exploitants à canaliser autant que possible leurs émissions atmosphériques.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant met à jour son plan de gestion des solvants pour l'année 2024, sous **cinq mois**, en s'appuyant sur le guide d'élaboration d'un plan de gestion des solvants de l'INERIS, référence nationale en la matière. L'exploitant joint à cette mise à jour les calculs détaillés ayant servi à l'élaboration du bilan des émissions.

Lors de la prochaine campagne de télédéclaration GEREP, l'exploitant transmet son plan de gestion des solvants pour l'année 2025 en renseignant **tous les champs prévus** pour la déclaration des émissions de COV.

L'exploitant met à jour son dossier de réexamen, sous **trois mois**, en y intégrant une analyse approfondie vis-à-vis de la MTD 23, permettant de canaliser autant que possible ses émissions atmosphériques. L'exploitant se positionne notamment sur la faisabilité de mise en œuvre des techniques proposées pour canaliser ces émissions dans le BREF WGC.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 6 : IED - Complétude du rapport de base**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 26/01/2017, article L. 515-30

**Thème(s) :** Autre, IED - Complétude du rapport de base

**Prescription contrôlée :**

L'état du site d'implantation de l'installation est décrit, avant sa mise en service ou, pour les installations existantes, lors du premier réexamen conduit en application de l'article L. 515-28 après le 7 janvier 2013, dans un rapport de base établi par l'exploitant dans les cas et selon le contenu minimum prévus par le décret mentionné à l'article L. 515-31.  
[...]

**Constats :**

Par courrier du 5 février 2025, l'Inspection avait demandé à l'exploitant de compléter son rapport de base en y intégrant les chapitres suivants :

- Chapitre 4 : Mise en œuvre du programme d'investigation et analyses au laboratoire ;
- Chapitre 5 : Présentation, interprétation des résultats et discussion des incertitudes.

Les compléments ont été transmis à l'Inspection en septembre 2025. Si le rapport est désormais complet (forme), l'Inspection constate que celui-ci demeure irrégulier (fond). En particulier, le périmètre étudié ne correspond pas au périmètre IED du dossier de réexamen, alors que ces deux documents doivent couvrir un même périmètre d'étude.

Aucune pollution particulière d'origine industrielle n'est signalée dans le rapport de base.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant met à jour son rapport de base, <b>sous six mois</b> , pour tenir compte de l'ensemble du périmètre IED applicable.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois